

Membres fondateurs



Membres associés



LA PLATEFORME
livinglab.terreetcite.org

Recensement des actions et attentes
 des divers acteurs impliqués dans le projet de
**Living Lab créateur de valeur
 pour les territoires agri-urbains**

Contacts

Étude réalisée par La fabrique du Lieu

Association Terre et Cité
 Établissement La Salle
 10 avenue de la Division Leclerc
 91430 IGNY
<https://terreetcite.org/>

Plaine de Versailles
 33 ter rue des Petits Prés
 78810 FEUCHEROLLES
www.plainedeversailles.fr

La Fabrique du Lieu
 18 rue Saint-Symphorien
 78 000 VERSAILLES
www.lafabriquedulieu.com



L'étude en résumé

Commande

- Expliciter les compétences des différents partenaires, et la manière dont elles peuvent être complémentaires
- Réaliser un annuaire des projets ou études réalisés en lien avec les thématiques de travail retenues (rédaction d'une fiche type par projet et action) : <https://livinglab.terreetcite.org>
- Identifier les attentes en termes de projets, études ou recherches par rapport aux sujets qui sont ceux du Living Lab, avec les partenaires du Living Lab et éventuellement d'autres



Entre mai
et septembre
2019

Travail réalisé



23 ENTRETIENS

Menés pour comprendre les attentes des acteurs locaux sur la démarche du Living Lab :

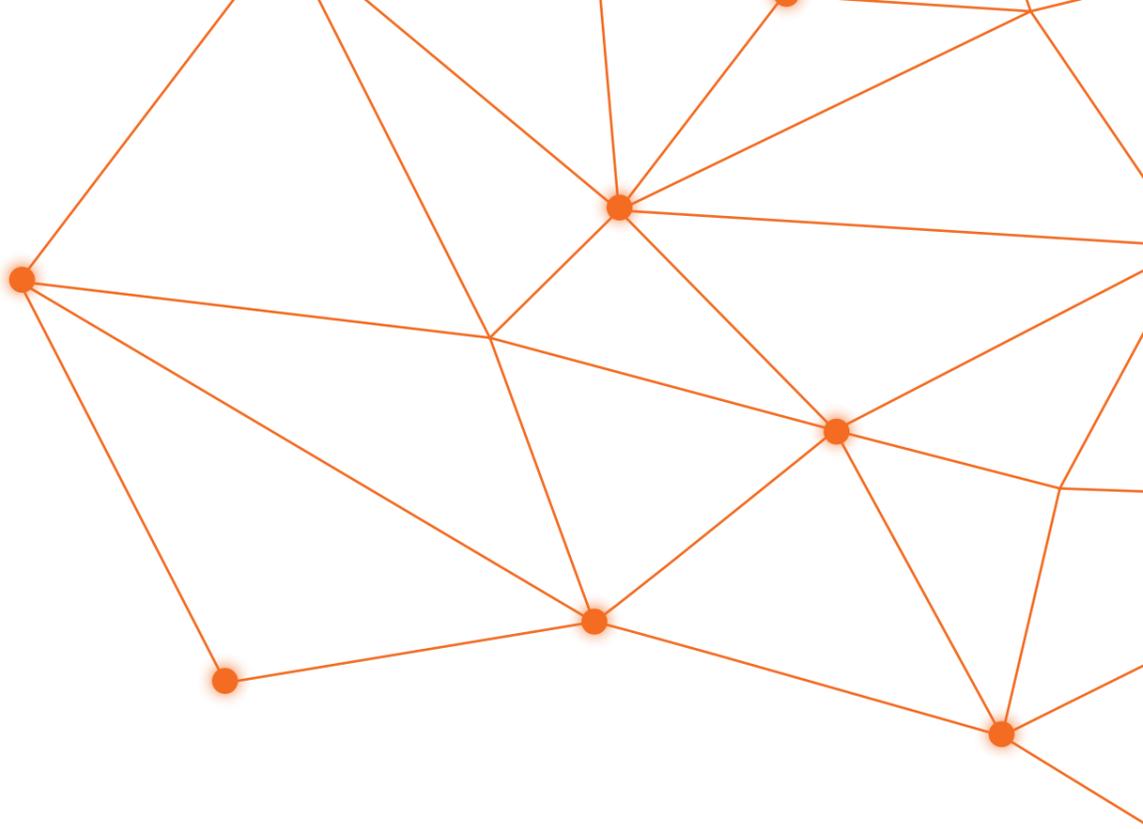
Lorraine Weiss et François Hillion - Communauté d'Agglomération Paris-Saclay
Julie Quelet et Manuel Pluvinage - Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc
Claire Martinet - Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines
Laure Dexcidieux - Établissement Public d'Aménagement Paris-Saclay
Cyril Girardin - INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) et Terre & Cité
Thierry Pineau - INRAE
Camille Michon - INRAE
Paul Leadley - Laboratoire d'Excellence - Biodiversité, Agroécosystèmes, Société, Climat
Thierry Doré - AgroParisTech
Elsa Bonnaud et Emmanuel Baudry - Université Paris-Sud
Sabine Barles - Université Paris I Sorbonne
Sylvie Retailleau - Université Paris-Saclay
Dorian Spaak - Terre et Cité
Marie de Naurois et Marie Martinez - Association de la Plaine de Versailles
Agnès Dauphin - Le Vivant et la Ville
Rémy Nicolle - Air Liquide
Alexandre Richefort - Danone
Christophe Dion et Élise Simon - Chambre d'agriculture d'Île de France
Dominique Tristant - Ferme expérimentale de Grignon



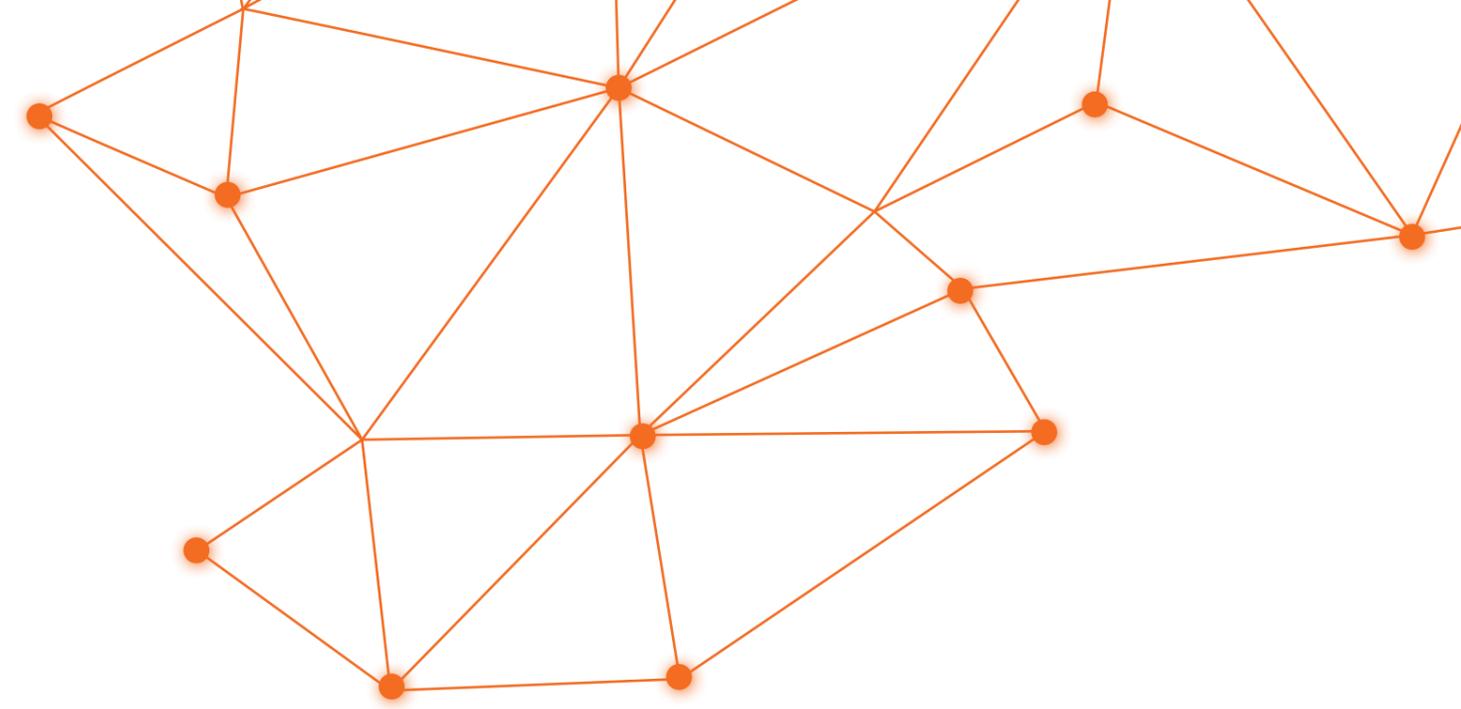
23 FICHES

Remplies par les collectivités, l'EPAPS, une entreprise et les laboratoires de recherche qui présentent les projets en cours sur le territoire et qui s'intègrent dans les thématiques du Living Lab. Ces fiches seront intégrées à la plateforme du Living Lab :

<https://livinglab.terreetcite.org>



Introduction	5
Territoire DU LIVING LAB	7
Acteurs DU LIVING LAB	8
Organisation DU LIVING LAB	13
Projet DU LIVING LAB	15
Conclusion	19



Introduction

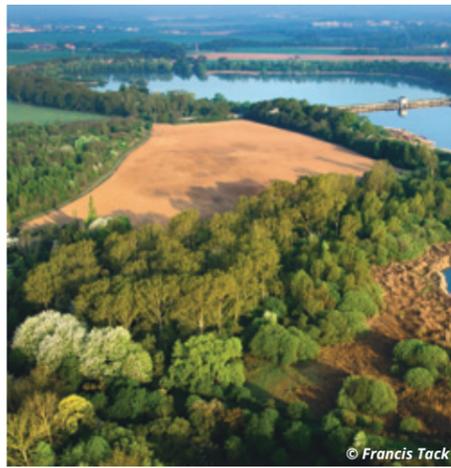
Depuis des décennies, le sud-ouest francilien accueille un nombre croissant d'organismes de recherche et d'enseignement entre autres en sciences du vivant et en sciences de l'Environnement (par ex : biologie, agronomie, écologie, sciences du climat, hydrologie). Ce regroupement est source de nombreuses opportunités de recherche partenariale et appliquée, pour répondre aux problématiques rencontrées par les acteurs locaux et développer de nouvelles synergies entre ville, nature et agriculture, particulières au contexte francilien, et plus largement à d'autres contextes périurbains.

Il existe ainsi une coopération historique entre chercheurs et acteurs locaux sur le territoire. Depuis 2013, la dynamique s'accélère avec d'abord l'audit patrimonial sur le plateau de Saclay qui reconnaît la double dimension du plateau, à la fois recherche / cluster mais aussi agricole / alimentaire. La même année, le Biodiversité, Agroécosystèmes, Société, Climat (LabEx BASC), qui a été créé en 2011 et regroupe 13 laboratoires de recherche s'associe à l'association Terre & Cité pour organiser les premières rencontres entre agriculteurs et chercheurs, renouvelées en 2015 et 2016 puis les Ateliers de Saclay. Au total, ce sont une dizaine de projets de recherche qui émergent de ces différentes rencontres et qui valident la fructuosité et l'intérêt d'organiser ces temps d'échanges. Des enjeux de recherche sont inscrits à la fois dans les axes thématiques du programme Liaison entre Actions de - Développement de l'Economie Rurale (LEADER), mais aussi dans le programme d'action de la Zone de Protection Naturelle Agricole et Forestière du Plateau de Saclay (ZPNAF). Les échecs aux candidatures TIGA (Territoire d'Innovation - Grande Ambition) et à l'appel à projet Co-Construction des Connaissances (CO3) de l'Agence de la transition écologique (ADEME) montrent toutefois que la démarche nécessite d'être consolidée, structurée mais également qu'elle doit s'ouvrir davantage à la diversité des acteurs qui composent le territoire (collectivités territoriales, entreprises, associations, société civile), en les impliquant de manière plus active.

C'est dans ce contexte qu'est organisée en juillet 2018 une journée de préfiguration d'un Living Lab avec pour objectif de définir un cadre de travail thématique commun aux différents groupes d'acteurs du territoire. Dans la continuité est lancée l'étude « Recensement des actions et attentes des divers acteurs impliqués dans le projet de « Living Lab créateur de valeur pour les territoires agri-urbains » ». Ce rapport vise plus précisément à défricher les problématiques qui structurent cette démarche, rendre visibles les projets en cours sur le territoire et qui s'intègrent dans les problématiques du Living Lab, et enfin faire émerger des pistes de projets à mener conjointement dans les prochaines années.



© Didier Tropee



© Francis Tack



© Jacques de Givry



© Francis Tack



© Carlos Ayesta



© Francis Tack

Territoire DU LIVING LAB

*Un territoire multi-scalaire :
le cœur qui expérimente, les partenaires qui essaient ?*

Questionner le Living Lab, c'est d'abord s'interroger sur son (ses ?) territoires.

Cette démarche s'incarne d'abord sur un socle physique : son territoire agricole. Il est composé de deux entités : le Plateau de Saclay et la Plaine de Versailles reconnues toutes les deux comme des territoires agri-urbains. Malgré des histoires et des caractéristiques différentes, elles trouvent une continuité et une complémentarité dans leur paysage à la fois agricole et urbain, à proximité immédiate de l'agglomération parisienne, mais aussi dans leur tradition d'expérimentation incarnée par la présence de plusieurs institutions de recherche en lien avec le vivant (centres INRAE à Versailles, Grignon et Jouy-en-Josas, Unité Mixte de Recherche du Moulon, Centre AgroParisTech et Ferme expérimentale à Thiverval-Grignon). Aujourd'hui, l'équilibre entre les deux territoires penche vers le Plateau de Saclay, sous l'impulsion de la création du Cluster et de l'installation de plusieurs laboratoires de recherche. Toutefois, même si plusieurs laboratoires INRA-AgroParisTech rejoignent bientôt le campus de Paris-Saclay, la recherche agronomique réalisée en plaine de Versailles depuis des décennies continue de représenter une référence compte tenu de l'ensemble des résultats accumulés.

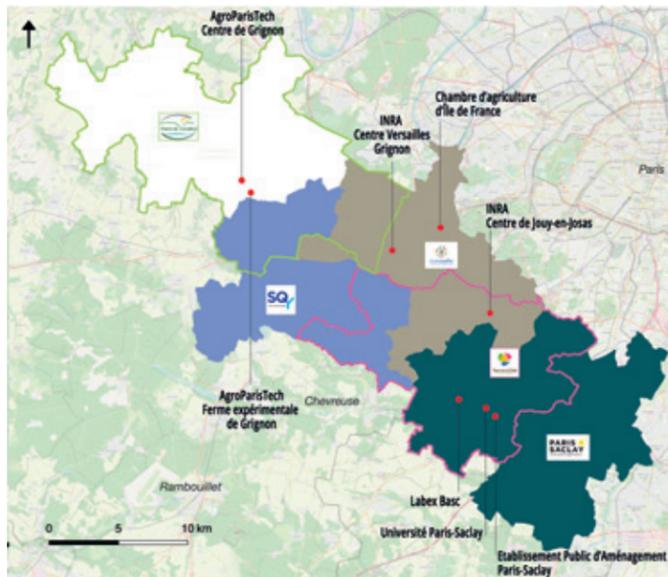
Au-delà du socle physique, le territoire du Living Lab est également institutionnel à travers les acteurs qui le font vivre. D'abord, les Communautés d'Agglomération qui sont parties prenantes du projet depuis le départ. De par leur territoire, qui dépasse les limites physiques de l'espace agricole, elles ont pour exigence légitime que la dynamique du Living Lab essaime sur l'ensemble de leur périmètre géographique et non pas uniquement sur les deux petites régions agricoles. Les collectivités estiment que les dynamiques partenariales qui peuvent s'opérer sur ces petites régions agricoles peuvent leur être profitables sur un périmètre géographique plus large. Ensuite, l'implication des Conseils Départementaux des Yvelines et de l'Essonne, partenaires historiques des deux territoires mais aussi de la Région Île-de-France qui soutient le projet depuis son origine. La Chambre d'Agriculture d'Île de France

donne également à la démarche une dimension régionale. Enfin, la strate institutionnelle qui s'ancre sur le territoire pour rayonner à l'échelle nationale voire internationale à travers les organismes de recherche et de formation qui s'y investissent (L'INRA, AgroParisTech, le LabEx BASC, l'Université Paris-Saclay) et les coopérations qui se développent avec la Silicon Valley aux États-Unis, l'intervention d'Acadie Lab en 2018, les retours d'expérience internationaux au séminaire de la Plaine de Versailles en février 2018 ou la coopération européenne à travers le programme LEADER.

Ce questionnement alimente les réflexions sur l'échelle du Living Lab. Il apparaît nécessaire de penser la démarche à plusieurs échelles. Une première échelle restreinte : le socle physique et le territoire des communautés d'agglomération où naissent les projets et où ils sont expérimentés concrètement, en lien étroit avec les acteurs locaux. Puis, une seconde échelle, régionale, avec qui les collaborations sont resserrées du fait de la proximité des problématiques et des territoires, et dans laquelle des expérimentations issues du Living Lab peuvent facilement être élargies ou transposées. Enfin, l'échelle nationale ou internationale dans laquelle le territoire a valeur d'exemple et où résultats sont diffusés et la coopération élargie, avec une diffusion des outils et méthodes dont l'efficacité est démontrée localement.

Cette approche territoriale est par ailleurs essentielle pour démontrer de manière très concrète ce qu'il est possible de faire sur le terrain en tenant compte de la réalité socioéconomique des acteurs et de qualifier précisément et de manière pluri-disciplinaire les impacts de ces évolutions, notamment au regard des grands enjeux environnementaux de notre époque. Même si elle reste ouverte vers l'extérieur, pour la valorisation et la diffusion des résultats notamment, elle propose quelques éléments de cadrage pour ne pas faire du Living Lab une démarche tellement étendue qu'elle perdrait en lisibilité.

Territoire du Living Lab



- Communauté Paris-Saclay
- Versailles Grand Parc
- Saint-Quentin-en-Yvelines
- Association Terre et Cité
- Association de la Plaine de Versailles

Échelles territoriales

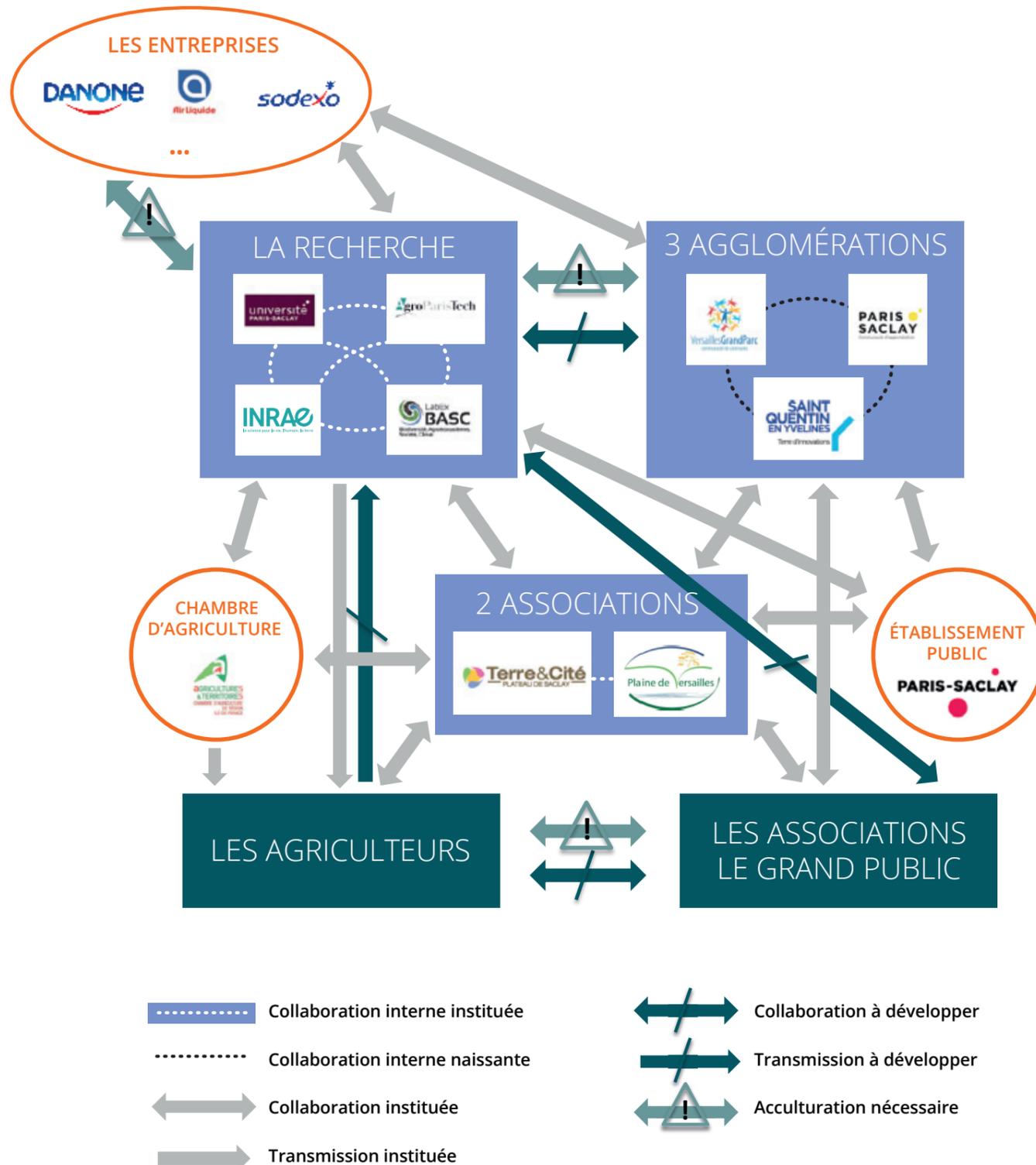




Acteurs DU LIVING LAB

Des acteurs liés par thématiques communes mais séparés par des postures et des modes de faire qui divergent.

Nature des liens entre les acteurs



Si le Living Lab s'incarne physiquement sur un territoire, il est avant tout animé par la diversité des acteurs qui le font vivre. Les dernières années ont permis à chacun d'entre eux d'entrevoir le projet, d'expérimenter les démarches qu'il peut susciter et la façon dont ils se positionnent par rapport à ce projet de territoire. Les résultats des entretiens laissent entrevoir de belles perspectives de collaborations futures malgré quelques obstacles à lever.

Les laboratoires de recherche ont une tradition de collaboration ancrée à travers notamment les Unités Mixtes de Recherche (UMR) qui regroupent différentes institutions sur des projets communs, ou plus récemment des Laboratoires d'Excellence. Le développement du LabEx BASC a permis de développer de nouvelles collaborations, notamment pluri-disciplinaires (avec des sciences sociales par exemple), entre plusieurs laboratoires ayant des objectifs finalisés communs. Cette dynamique partenariale fait également partie des objectifs affichés du cluster Paris-Saclay. Les acteurs du LabEx BASC souhaitent prolonger et approfondir cette dynamique partenariale dans le Living Lab, et espèrent trouver une suite à leur consortium après la fin 2019 [fin officielle d'existence du LabEx sous sa forme actuelle]. Il est également important d'intégrer davantage les étudiants à ces dynamiques de recherche, tout au long de leur cycle de formation, et pas seulement lors de leurs passages en stage dans les laboratoires. Au-delà du fait qu'ils peuvent être mobilisés ponctuellement dans le cadre de projets, les étudiants des différentes universités, écoles et instituts du territoire sont les décideurs de demain. La démarche collaborative et participative du Living Lab peut leur offrir une opportunité de penser leur métier différemment, leur permettre d'apprendre à positionner concrètement les enjeux et les dynamiques de la transition environnementale sur les territoires, et les amener à côtoyer d'autres types d'acteurs que ceux croisés traditionnellement dans le cadre académique.

Au sein de la démarche, les collectivités incarnent à la fois les aspirations des habitants, mais sur-

tout la cohérence des politiques locales dans un territoire complexe et aux problématiques variées. Entre elles, si la tradition de collaboration est moins historiquement ancrée que chez les chercheurs, elle est aujourd'hui en cours de développement et notamment sur les sujets portés par le Living Lab. La valorisation énergétique de la matière organique et le Projet Alimentaire Territorial, par exemple, sont deux projets qui fédèrent les trois agglomérations et contribuent à consolider leurs relations. Quant à l'EPA Paris-Saclay, il s'agit d'un acteur hybride, au cœur de la stratégie du territoire, qui travaille avec tout le monde mais de manière différente. Davantage porté sur l'investissement et le développement que sur la gestion des territoires, il dispose de marges de manœuvre particulières (financières, opérationnelles, décisionnelles) pour impulser des projets expérimentaux.

Du côté des entreprises, la posture est encore différente. Les entreprises ont une temporalité, un vocabulaire, une opérationnalité, et une recherche de la rentabilité, qui apparaît en décalage (pas forcément en opposition) avec la recherche publique et les collectivités. Le peu d'entreprises interrogées (ex : Danone, Air Liquide), regardent le projet de Living Lab avec intérêt. Elles y voient l'opportunité d'expérimenter sur des projets très concrets et rapides à monter. Leur capacité à rendre les projets opérationnels plus rapidement et à proposer des moyens financiers pour les porter en fait un acteur potentiellement intéressant à mobiliser. Toutefois, il serait peut-être nécessaire de différencier les grandes entreprises qui disposent de centres de recherche en interne et qui n'ont pas forcément besoin de mobiliser la recherche publique, et les TPE-PME / start-up qui pourraient être davantage intéressées par la démarche coopérative du Living Lab. Ces entreprises pourraient tirer profit des interactions issues de la démarche en termes d'apport scientifique, de connaissance des territoires ou plus simplement de développement de leur réseau. Pour faciliter l'accès à ces acteurs économiques, il serait intéressant de passer par des groupements d'entreprise comme le Vivant et la Ville (Plaine de Versailles)

ou POLVI (plateau de Saclay). Ces entités, même si leur objet n'est pas forcément lié directement au Living Lab, concentrent une diversité d'entreprises qu'il serait judicieux d'intégrer à la démarche. Ces suppositions nécessiteraient d'être creusées en interrogeant plus spécifiquement les petites structures du territoire.

Afin de conserver le lien entre la démarche et le territoire physique, l'implication des acteurs du monde agricole est un enjeu fort du projet. Le contraire risquerait de faire du Living Lab une démarche uniquement théorique et hors sol. Elle y perdrait du sens car les agriculteurs sont des acteurs dont l'ancrage local est lié à la terre, à la différence par exemple d'autres acteurs dont les activités ne sont pas liées au territoire lui-même. De plus, les espaces agricoles et naturels sont une ressource majeure au sein de ce territoire péri-urbain pour réussir la transition environnementale, ils ne doivent pas être négligés dans le cadre de la démarche. En termes d'acteurs, le monde agricole est composé des agriculteurs, de la Chambre d'Agriculture et des instituts techniques. Leurs rapports avec les autres acteurs fluctuent, entre partenariat et conflit, en fonction du contexte politique et des projets qui se développent sur le territoire. Les ateliers « agriculteurs et chercheurs » menés par Terre & Cité depuis 2013 ont permis l'émergence de projets concrets partagés qui permettent d'envisager des perspectives de travail intéressantes pour l'avenir. C'est la rencontre directe entre praticiens du territoire et chercheurs qui a révélé des thématiques de recherche pertinentes et utiles d'un point de vue opérationnel. Par ailleurs, les agriculteurs ressentent de la considération lorsqu'ils travaillent directement avec les chercheurs, ce qui n'est pas négligeable dans un espace temps dans lequel les agriculteurs subissent le développement parfois brutal de l'urbanisation et se disent victimes d'« agribashing ». Le Living Lab et le renforcement de la collaboration avec d'autres types d'acteurs peuvent constituer de nouveaux débouchés pour eux. Pour finir, il est nécessaire de questionner le rôle de la chambre d'agriculture. Si sa légitimité à y participer n'est pas à discuter, elle apparaît aujourd'hui davantage comme prescriptrice pour les agriculteurs (logique descendante), alors que la démarche du Living Lab se veut plus horizontale et collaborative.

Il sera important dans les mois à venir de questionner la place du grand public dans le dispositif.

Bien qu'absent des entretiens, il est censé être au cœur des démarches du Living Lab telles qu'elles ont été exprimées par certains acteurs. Bien sûr, les collectivités réceptionnent et transmettent les attentes des habitants. Certains chercheurs souhaitent également profiter du Living Lab pour développer ce qui renvoie aux sciences participatives quand d'autres sont plus sceptiques sur ce type de démarche. Cette question de l'intégration du grand public n'a pour l'instant pas réellement été mise à l'ordre du jour du Living Lab qui s'est surtout construit avec les acteurs institutionnels (sur la structuration de la démarche), et les chercheurs et agriculteurs (sur le fond des projets). Le grand public n'a-t-il qu'un rôle consultatif - ex : démarche du Grand Débat - ou doit-il être partie prenante des projets de recherche par l'expertise d'usage qu'il peut apporter ou en tant que bénéficiaire des futures innovations ? Si elle se développe, l'implication du grand public doit cependant être faite avec précaution pour éviter des oppositions trop frontales (ex : conflit entre monde agricole et associations environnementales), des incompréhensions, et au final une incapacité à travailler de manière réellement collaborative.

À l'avenir, il serait également intéressant de mobiliser deux autres acteurs qui n'ont pas été questionnés dans le cadre de ce travail, et qui travaillent à la fois sur tout ce qui est lié à l'environnement et la biodiversité, mais aussi l'évolution des pratiques environnementales :

- L'Agence des Espaces Verts d'Ile-de-France qui dispose d'un foncier important sur le territoire.
- L'agence de l'eau Seine - Normandie



Caractérisation des acteurs

tableau de synthèse



	Niveau d'implication	Nature des liens	Ressources	Attentes principales
Associations territoriales	À la base du projet	Noeud principal du réseau d'acteurs	Capacité d'animation Capacité à mobiliser un réseau et des financements	Faire du LL un outil de la cohérence du territoire Faire bouger les postures et les modes d'actions Répondre à des problématiques actuelles et des enjeux de la société
Chercheurs	Très impliqués	Institutionnalisés entre chercheurs Initiés avec les agriculteurs À construire avec les collectivités	Très importantes ressources intellectuelles (chercheurs + étudiants) sur le territoire	Monter des projets en co-construction avec les autres types d'acteurs Conserver la spécificité du chercheur
Collectivités territoriales	Très impliquées	En cours de développements entre elles Initiés avec les agriculteurs À construire avec les chercheurs	Connaissance des problématiques du territoire	Répondre à des problématiques concrètes du territoire
Agriculteurs	Moyennement impliqués	Collaboration / entraide entre eux Initiés avec les chercheurs et les collectivités	Le terrain d'expérimentation	Principalement des apports techniques concrets avec le développement des liens avec les chercheurs
Grand public	Peu impliqué	Représenté par les collectivités Entre conflit et solidarité avec les agriculteurs Peu ou pas développés avec les chercheurs	Une grande diversité potentielle de profils	Participer à la vie du territoire
Entreprises	Peu impliquées	Discutent avec les collectivités Collaborent ponctuellement avec les chercheurs Pas de lien avec le grand public et les agriculteurs	Financières et intellectuelles	Tester des idées / produits / solutions concrètes et de manière rapide

Organisation DU LIVING LAB

Une gouvernance et une animation à construire.

Au final, l'implication et les modalités de participation des différentes catégories d'acteurs doivent être réfléchies au regard de la direction choisie pour la démarche Living Lab et des objectifs finaux recherchés.

Certains freins apparaissent dès lors que l'on aborde les collaborations entre les différents groupes d'acteurs. Ainsi, plusieurs gardes fous, essentiellement posés par les chercheurs, doivent être connus afin de faciliter l'émergence de projets communs.

- La *co-construction* et non le « *passage de commande* ». Les rapports entre les différentes parties doivent être réellement partenariaux et les projets montés ensemble. Il ne s'agit pas de construire des rapports sous la forme « *donneurs d'ordre* » et « *exécutants* ».
- Le *chacun son rôle*. Le Living Lab n'a pas vocation à gommer les qualités des uns et des autres dans un tout uniforme mais à respecter les champs d'actions de chacun des acteurs.
- L'*indépendance des acteurs*. Les collaborations à naître ne doivent pas remettre en question le principe d'indépendance politique et économique. Les chercheurs ne souhaitent pas être instrumentalisés dans le cadre des projets.

L'acculturation réciproque des membres qui composent et composeront le Living Lab est un enjeu fort exprimé à l'occasion de ce travail d'enquête. L'animation future de la démarche devra réellement prendre en compte cet aspect. Sur le fond, elle devra être en mesure de créer de nouveaux projets, mais sur la forme, elle devra être capable de rester souple et évolutive, pour offrir une place confortable à chacun de ses participants, respectant ses rythmes et ses contraintes de fonctionnement. L'expérience montre que le lien entre les différents types d'acteurs locaux, et la réussite des collaborations entre eux varie beaucoup selon les projets. Le facteur de succès semble tenir en bonne partie à la capacité des uns et des autres à sortir de leurs postures initiales, à comprendre le besoin des autres acteurs et à chercher à y répondre. Les démarches visant à appliquer une hypothèse déjà établie sur un terrain d'acteurs passifs ne semblent pas fonctionner.

Niveaux d'implication

PRODUCTION

Chercheurs	TRAVAILLENT	ENCADRENT	CONTRIBUENT
Prestataires			
Agriculteurs			
Étudiants			
Entreprises			
EPAPS			
Deux associations territoriales			
Chambre d'agriculture			
Représentants de la Recherche			
Associations			
Grand public			
Autres territoires agriurbains			

GOUVERNANCE

Deux associations territoriales	ANIMENT	CONSTRUISENT	PARTICIPENT
Chambre d'agriculture			
Trois agglomérations			
EPAPS			
Représentants de la Recherche			
Chercheurs			
Associations			
Grand public			
Entreprises			
Agriculteurs			

La façon dont Terre & Cité a conduit jusqu'ici l'animation du territoire dans toutes les démarches préalables au Living Lab est largement plébiscitée par les différentes personnes interrogées. Le besoin de simplicité - « Ne pas créer une nouvelle usine à gaz » - est fortement exprimé par l'ensemble des acteurs. Jusqu'ici les différents ateliers organisés par l'association ont fonctionné et ont débouché sur des projets de recherche concrets. En termes d'animation, la création d'un Living Lab ne doit pas changer la philosophie de la démarche, elle doit permettre de mieux la structurer et de la rendre pérenne. Dans cette optique, il est toutefois important de déterminer les rôles de chacun des acteurs, rôles alloués en fonction de leur légitimité, de leur savoir-faire, de leurs expériences, de leur motivation et de leur implication dans la démarche.

LA GOUVERNANCE pourrait se construire autour du triptyque suivant : les acteurs qui animent, ceux qui construisent, ceux qui participent.

- **CEUX QUI ANIMENT** : les deux associations territoriales. Leur expertise en animation est largement reconnue. Leur rôle neutre par rapport aux autres acteurs et la proximité développée depuis leur création leur donne toute la légitimité pour tenir ce rôle. L'enjeu est aujourd'hui d'intégrer davantage l'association de la Plaine de Versailles dans ce rôle pour l'associer plus étroitement à la démarche.

- **CEUX QUI CONSTRUISENT** : les trois agglomérations, l'EPA Paris-Saclay, les représentants institutionnels de la Recherche et la chambre d'agriculture. Ces acteurs font partie du cœur du projet, ils ont vocation à l'orienter et à en définir les objectifs. À ce niveau, pour ce qui est du monde agricole et de la recherche, les personnes impliquées sont davantage les représentants institutionnels que ceux qui mènent les projets au quotidien.

Ces deux premiers types d'acteurs composeraient le comité de pilotage de la démarche.

- **CEUX QUI PARTICIPENT** : les chercheurs, les agriculteurs, les associations, et les entreprises. Ils sont consultés, font émerger des sujets et des problématiques, mais ne participent pas directement aux prises de décisions sur la structuration

et les directions générales de la démarche.

Dans la même logique que pour la gouvernance, le niveau d'implication diverge selon les acteurs en ce qui concerne **LA PRODUCTION**, la mise en œuvre des projets. On différenciera ici : ceux qui travaillent, ceux qui encadrent, ceux qui contribuent.

- **CEUX QUI TRAVAILLENT** : les agriculteurs, les chercheurs, les prestataires, les étudiants et les entreprises. Ils travaillent sur le fond des projets, produisent, réalisent, étudient, recherchent.

- **CEUX QUI ENCADRENT** : les deux associations territoriales, l'EPA Paris-Saclay, les trois communautés d'agglomération, les représentants de la Recherche et la Chambre d'Agriculture. Ils formalisent les études, financent, orientent, « contrôlent ».

- **CEUX QUI CONTRIBUENT** : les autres territoires agriurbains, les associations et le grand public. Ils sont consultés, observent, bénéficient des conclusions des projets.

Au sein du Living Lab, l'implication doit être souple, en fonction des besoins des uns et des autres. Il y a différents niveaux d'implication possibles, de la co-construction à l'information. Comme pour le territoire, les frontières de l'implication ne sont pas figées. Elles peuvent aussi dépendre des sujets et de l'intérêt des acteurs à travailler sur telle ou telle thématique. Cette démarche n'a pas vocation à créer une nouvelle forme de structure figée, soumise à des procédures complexes et une hiérarchie pesante. Le mot « club » semble être celui qui correspond le mieux à l'esprit recherche. Ce sont des objectifs de « souplesse » et de « légèreté » qui sont visés derrière cette expression. Cette souplesse doit également se retrouver dans la méthodologie pour l'animation du Living Lab. Jusqu'ici, la structuration de la démarche a pris du temps et s'est organisée uniquement sur la forme de temps collectifs. Ces temps collectifs, s'ils sont essentiels au bon déroulé de la démarche ne permettent cependant pas de tout faire. Les prochains mois seront donc importants pour avancer sur les projets de manière concrète. Cela passera pas d'autres modes d'actions, plus restreints mais plus adaptés à la production et au travail.

Projets DU LIVING LAB

Des projets qui fédèrent déjà, des problématiques à creuser.



La journée du 10 juillet 2018 a été l'occasion de présenter les huit thématiques amenées à structurer le Living Lab sur le fond.

1. En quoi les agro-écosystèmes contribuent-ils à la qualité et l'attractivité des espaces agri-urbains ?
2. Comment l'écologie territoriale peut-elle améliorer l'efficacité économique et environnementale des territoires ?
3. Comment la ville se donne-t-elle les moyens d'accompagner les dynamiques agricoles et naturelles qui l'entourent ?
4. À quelles conditions les filières courtes et de proximité sont-elles pertinentes ?
5. Quelle est l'influence du comportement des consommateurs en termes de nutrition sur l'évolution des filières ?
6. Quels peuvent être les modèles économiques d'une gestion partagée des espaces ouverts, du paysage et de la biodiversité ?
7. Comment encourager à une échelle locale des comportements vertueux pour répondre aux grands enjeux climatiques et environnementaux ?
8. Comment mettre les nouvelles technologies au service de l'intelligence collective ?

duire des fiches pour présenter les projets qu'ils estiment faire partie des problématiques du Living Lab. Afin de mesurer quelles étaient les thématiques les plus traitées dans le cadre des projets, ce rapport a pris le parti de proposer des catégories génériques correspondant davantage aux projets exprimés, les huit axes initiaux ayant parfois des contours trop flous pour permettre d'y classer les projets. Ont ainsi été retenues les catégories suivantes :

- Agronomie,
- Alimentation,
- Déchets / recyclage,
- Environnement (biodiversité / climat)
- Paysage / cadre de vie.

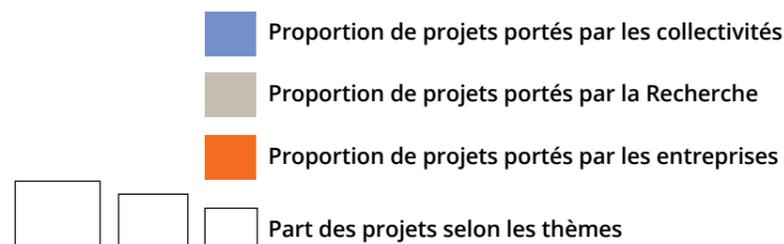
Ce schéma synthétique montre une répartition plutôt équitable entre les différentes thématiques sauf pour la catégorie Paysage / cadre de vie aujourd'hui un peu en retrait. Les catégories Agronomie et Environnement au sens large sont davantage portées par les laboratoires de recherche tandis que la thématique Alimentation interroge plus les collectivités. Les problématiques liées aux Déchets / recyclage sont les plus partagées par les deux types d'acteurs (voir infra).

Si ce schéma peut donner une vision un peu figée, il est intéressant de présenter les dynamiques en cours. Les projets Agronomie semblent pour l'instant dévolus aux chercheurs. En revanche, pour ce qui est de l'Alimentation et de l'Environnement, on perçoit qu'il s'agit de deux thématiques sur lesquels l'intérêt des chercheurs et des collectivités commence à s'entremêler. La recherche développe depuis plusieurs années son intérêt pour tout ce qui est lié à la transformation des produits agricoles, à leur distribution via les circuits courts, « du champ à l'assiette », etc. Ce qui rejoint la volonté des collectivités qui travaillent sur le sujet, renforcée notamment par les conséquences de la Loi Egalim et de la demande sociétale de leurs habitants sur la recherche de produits locaux et de qualité. De la même manière, l'Environnement, autrefois

Ces huit axes, exposés sous forme de questions ont le mérite de cadrer la démarche de manière suffisamment large pour qu'elle soit la plus ouverte possible. En revanche, plusieurs acteurs ont du mal à s'appropriier les différentes problématiques, jugées parfois trop larges et difficiles à appréhender. Pour d'autres, elles permettent de définir les périmètres de recherche. Ce n'est pas forcément fondamental pour la suite de la démarche mais il pourrait être intéressant de simplifier les différents axes thématiques du projet.

Dans le cadre de l'enquête, il a été demandé à chacune des institutions interrogées de pro-

Répartition des projets selon les thèmes



Projets

portés par les chercheurs

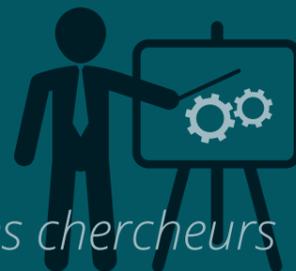
- AGROCAPI - UMR Laboratoire Eau Environnement et Systèmes Urbains (LEESU)
- ASSETS - UMR Écologie fonctionnelle et écotoxicologie des agroécosystèmes (EcoSys)
- CASABIO - UMR Génétique Quantitative et Évolution (GQE) Le Moulon
- DRAIN-ACT - INRAE Hydrosystèmes Continentaux Anthropisés - Ressources, Risques, Restauration (IRSTEA HYCAR)
- DYNAMIQUES - UMR ESE
- Ferme Urbaine - Exp'AU
- ITEMAIZE - UMR GQE Le Moulon
- PROLEG - UMR EcoSys
- Etude des ravageurs potentiels des cultures en contexte agricole péri-urbain - UMR ESE
- Cartographie des sols du plateau de Saclay - UMR EcoSys
- TORSADES - UMR AgroSystèmes Territoires Ressources (ASTER) et Sciences pour l'Action et le Développement Activité Produits Territoire (SADAPT)
- Verger conservatoire de pommiers sauvages - UMR GQE Le Moulon

portés par les collectivités

- Cartographie des points de vente/distribution de produits locaux sur le territoire de Versailles Grand Parc - VGP
- Circuits courts - EPAPS
- Collecte et valorisation des biodéchets - CPS
- Projet Alimentaire Territorial - Terre & Cité
- Plan Climat Air Énergie Territorial - SQY
- Plan d'actions Agriculture Locale et Circuits Courts - SQY
- Plan de paysage - SQY
- Plan de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés - SQY
- Trame Verte et Bleue - SQY
- Valorisation Énergétique de la Matière Organique du Plateau de Saclay - EPAPS

portés par les collectivités

- Jardin de pluie urbaine - AS2C Consult



davantage traité par les chercheurs sous un angle plus naturaliste ou climatique est de plus en plus intégré par les collectivités. L'élaboration des Plans Climats Air-Énergie Territorial ou encore la prise en compte des Trames Vertes et Bleues dans les documents d'urbanisme crée peu à peu une culture environnementale dans les collectivités. Ces deux sujets ont donc vocation à créer des passerelles entre les différents acteurs et des questionnements qui pourraient s'enrichir des expériences des uns et des autres.

Cette dynamique de rapprochement d'intérêt s'incarne déjà à travers quelques projets. C'est le cas du recyclage de la matière organique traité à la fois par les chercheurs (PROLEG) mais aussi par l'EPAPS et les communautés d'agglomération (VEMO). Ou encore le sujet de l'alimentation via les circuits courts porté lui aussi par les chercheurs (TORSADES) et les collectivités (Plan Alimentaire Territorial). Il est intéressant de constater que malgré un intérêt commun des différentes parties sur ces sujets, ceux-ci sont traités de manière cloisonnée sans passerelle entre les deux types d'acteurs. Le Living Lab, en tant que lieu de rencontre, trouve à travers ces deux exemples toute sa légitimité pour créer des liens entre ses différents participants.

En termes de prospective, les personnes interrogées ont également partagé leurs souhaits de thématiques à creuser pour l'avenir. L'expression des souhaits révèle également la façon dont les participants se projettent dans la démarche. Les réponses varient en fonction des acteurs. D'un côté, les chercheurs restent sur des réponses assez larges et ne se projettent pas forcément sur des problématiques très détaillées. De l'autre, les collectivités ont proposé des problématiques assez précises à résoudre, formulées sous la forme de cas d'usage pratique. Cela n'est pas forcément étonnant, dans le sens où le rôle des collectivités en tant que gestionnaire de territoire est de répondre aux attentes concrètes de leurs habitants, ce qui est moins le cas de chercheurs, pas ou quasiment pas en contact direct avec la population.

Liste des attentes

exprimées et synthétisées

1 AMÉLIORATION DE LA GESTION ET DU RECYCLAGE DES MATIÈRES ORGANIQUES

- Pour la valorisation énergétique (méthanisation).
- Pour la fertilisation des terres agricoles.

2 FAVORISER LA STRUCTURATION DES FILIÈRES LOCALES EN CIRCUIT COURT

- Aide à la structuration de filières bios locales en circuit court pour les céréaliers.
- Développement des circuits courts en restauration collective.
- Accompagnement à la conversion des céréaliers sur les légumes de plein champ notamment pour la fourniture de la restauration collective.
- Intérêt de la profession agricole pour les marchés de producteurs et pour participer à la transformation de l'offre d'une zone commerciale. Pose un questionnement plus large sur la différence entre les attentes de la collectivité et les débouchés actuels des agriculteurs qui semblent leur convenir.

3 LE RÔLE DE LA BIODIVERSITÉ DANS LA GESTION DU TERRITOIRE

- Rôle des services écosystémiques. Valoriser le rôle de la nature dans les activités agricoles et urbaines.
- La gestion globale du cycle de l'eau à l'échelle des bassins versants, en lien avec la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).
- Gestion du risque d'inondations et de ses conséquences sur l'activité agricole.

4 L'AGRICULTURE URBAINE ET LES MICRO-FERMES.

- Questionnement de la viabilité économique des exploitations.
- Intégration de ces exploitations dans le tissu urbain existant.
- Fermes urbaines comme outil test pour les outils innovants des entreprises.

5 CONSÉQUENCE DE L'URBANISATION SUR L'ACTIVITÉ AGRICOLE

- Travail sur le paysage des lisières agro-urbaines. Entre gestion périurbaine et espaces potentiels pour l'implantation de fermes expérimentales.
- Impact de l'urbanisation sur la biodiversité et conséquences pour l'agriculture. Ex : ravageurs.

6 LE RÔLE DE L'AGRICULTURE DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Stockage du carbone.
- Adaptation des espèces et des semences.

7 LA TECHNOLOGIE ET LA ROBOTIQUE DANS L'ESPACE AGRICOLE.

Qu'il s'agisse des projets en cours ou des souhaits pour l'avenir, la lecture de ces derniers interroge. La structuration du Living Lab passe-t-elle par un resserrement de son champ d'action ? Autrement dit, faut-il être souple et permettre d'inclure dans le Living Lab des projets très divers dès lors qu'ils touchent aux thèmes de l'agriculture et de l'alimentation ? Ou, au contraire, faut-il poser des critères précis qui permettent d'accepter tel ou tel projet, voire acteur, dans la démarche Living Lab ? D'un côté, le risque de devenir un fourre-tout peu lisible existe. De l'autre, cela risque d'entraver la souplesse évoquée plus haut, attendue pas de nombreux acteurs.

Enfin, les souhaits et questionnements pour l'avenir du Living Lab exprimés par les différents acteurs semblent classer les projets / questionnements / actions en **trois catégories** :

1 LES QUESTIONS QUE CERTAINS ACTEURS SE POSENT ET QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE TRAVAUX

Dans ce cas, il s'agit plus de faire savoir ce qui existe déjà que de créer de nouveaux projets. Le Living Lab devra donc probablement comporter un volet d'inventaire et de communication autour des études existantes.

2 LES QUESTIONNEMENTS PRÉCIS, TECHNIQUES, PONCTUELS.

Ces questions pourraient mobiliser des groupes d'étudiants dans le cadre d'ateliers, ou générer des études auprès d'opérateurs privés spécialisés et ainsi trouver des réponses opérationnelles et concrètes dans un laps de temps assez court.

Le rapprochement opéré par Terre & Cite ces deux dernières années avec la communauté étudiante doit ainsi être poursuivi et développé dans les prochaines années.

3 LES PROJETS NOUVEAUX, COMPLEXES QUI DOIVENT ÊTRE CO-CONSTRUITS AVEC UNE DIVERSITÉ D'ACTEURS.

Il s'agit de la partie la plus « visible » du Living Lab qui demande une animation dédiée qui facilitera l'émergence de ces projets.

Le développement de l'innovation sur le territoire ne passera donc pas uniquement par le montage de nouveaux projets mais également par la mobilisation d'une diversité d'acteurs aux compétences différentes, ainsi que par la mise en place d'outils de communication et de vulgarisation qui permettent de faire savoir ce qui existe déjà dans une logique de mutualisation des connaissances.

Plateforme Co-lab

La plateforme Co-lab est un site internet collaboratif créé à la fin de l'été 2019. Elle a pour objectif de présenter la démarche de Living Lab, son histoire, ses axes thématiques mais aussi l'ensemble des projets en cours sur le territoire en lien avec les problématiques de la démarche. On y trouve les projets présentés par les différents acteurs, ainsi qu'une rubrique « Atelier », accessible avec un identifiant et permettant de travailler directement à la construction de projets communs.

Cette plateforme a vocation à se nourrir des projets et des réflexions en cours sur la démarche du territoire.

<https://livinglab.terreetcite.org>



Conclusion

Le Living Lab est une démarche qui structure, fédère et suscite l'attention de tous les acteurs dans un contexte de recomposition territoriale dû à l'aménagement du cluster Paris-Saclay. Cette démarche apparaît aujourd'hui, à l'échelle institutionnelle, comme un projet qui tire profit de la richesse et de l'extraordinaire concentration de savoirs agrégés sur le territoire.

Ce rapport, s'il montre un intérêt indéniable pour le projet de Living Lab reste toutefois inachevé dans le sens où il ne répond pas à une question fondamentale. Quel est l'objectif de cette démarche ? Les entretiens réalisés n'ont pas forcément permis d'y répondre. En revanche, les derniers temps d'échange à l'issue de ce travail ont permis de dégager des éléments sur l'ambition de la démarche.

Deux grandes attentes se dégagent. Premièrement, le Living Lab doit avoir pour certains de ses membres l'ambition de « réussir la transition agro-écologique sur le territoire », « d'aboutir à un territoire réellement résilient et qui met en œuvre la transition écologique », voire « de fabriquer le premier territoire neutre en carbone » pour les plus ambitieux. On voit ici que si la transition écologique peut parfois apparaître comme un concept un peu désincarné et vaporeux, les acteurs estiment que le Living Lab peut les aider à appliquer cet objectif à un territoire concret, à l'enraciner dans une réalité physique qui dépasse le cadre conceptuel et à l'ériger en exemple pour d'autres territoires. Dans cette optique, une évaluation régulière des actions du Living Lab sera nécessaire pour prouver qu'il y a de vraies avancées en dehors des effets d'annonce et de la communication. Il faut donc mesurer et démontrer l'impact des mesures proposées et mises en œuvre. La totalité des acteurs souhaitent voir se développer des projets concrets rapidement et ainsi poser des jalons opérationnels afin de ne pas entamer la motivation des acteurs. Il est ainsi attendu que les prochains temps du Living Lab soient dédiés aux projets et non plus aux questionnements sur la structuration de la démarche. Il n'est pas forcément nécessaire de dresser de grands plans et d'élaborer des stratégies pour avancer et réaliser des projets concrets. Les acteurs interrogés soulignent que le Living Lab se doit aussi d'être innovant dans la méthode.